

17.2 Exploitations agricoles

Depuis au moins 20 ans, deux grandes tendances marquent l'évolution de l'agriculture française : l'agrandissement des exploitations et une concentration des productions agricoles dans les **orientations technico-économiques** spécialisées. L'accroissement de la taille moyenne des exploitations résulte, d'une part, de la décroissance très rapide du nombre d'exploitations avec une division de moitié du nombre d'**exploitations agricoles** de tous statuts et de toutes tailles et, d'autre part, de la diminution moins rapide de la **superficie agricole utilisée (SAU)**. Celle-ci recouvre 28 millions d'hectares en 2013 pour un territoire métropolitain de 54,9 millions d'hectares. Le phénomène de spécialisation productive peut s'observer entre 2000 et 2010 à travers la diminution de la part des exploitations non spécialisées « polyculture-polyélevage » tant en nombre d'exploitations (15,0 % contre 12,2 %) que de potentiel de production agricole (13,4 % contre 12,3 %). Ce phénomène semble ralentir entre 2010 et 2013.

En 2013, un quart seulement des exploitants agricoles de France métropolitaine sont propriétaires de la totalité de leurs terres. Près des trois quarts d'entre eux ont une exploitation de petite **dimension économique**. Les terres en faire-valoir direct représentent 21 % de la SAU. Plus d'un tiers des exploitants agricoles, majoritairement dans les grandes exploitations, prennent en location la totalité des terres qu'ils exploitent. Les exploitants à la fois locataires

et propriétaires sont les plus nombreux (39 %). Le fermage est le **mode de faire-valoir** le plus répandu, représentant plus des trois quarts de la SAU métropolitaine.

En 2015, en France métropolitaine, 885 000 actifs permanents travaillent de manière régulière dans les exploitations agricoles, les trois quarts dans une moyenne ou grande exploitation. Plus des deux tiers d'entre eux sont des chefs d'exploitation, coexploitants et associés.

En 2016, en France métropolitaine, le travail agricole, mesuré en **unité de travail annuel (UTA)**, est assuré pour 58,2 % par les actifs dirigeants, pour près de 26,4 % par les autres actifs permanents (non salariés ou salariés) et pour 15,4 % par les salariés saisonniers ou prestataires extérieurs à l'exploitation. La diminution de l'emploi de l'ensemble des actifs agricoles se poursuit (-1,1 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2016). La diminution tendancielle de la main-d'œuvre familiale se prolonge : les effectifs baissent de 2,2 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2016. L'emploi salarié progresse (+1,1 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2016) du fait de la hausse sensible de l'emploi salarié non permanent (+3,0 %). Au total, le nombre d'actifs agricoles diminue en moyenne de 8 000 UTA par an entre 2010 et 2016 contre -21 000 par an entre 2000 et 2010. ■

Définitions

Classification des exploitations agricoles : répartition des exploitations selon leur spécialisation et leur dimension économique. Elle repose depuis le recensement agricole de 2010 sur le concept de production brute standard (PBS). Sur la base des coefficients de PBS, les exploitations sont réparties en trois classes de tailles :

- les petites (PBS 25 000 euros) ;
- les moyennes (PBS entre 25 000 et moins de 100 000 euros) ;
- les grandes (PBS > 100 000 euros).

Dimension économique, exploitation agricole, mode de faire-valoir, orientation technico-économique, production brute standard (PBS), salarié permanent agricole, superficie agricole utilisée (SAU), unité de travail annuel (UTA) : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Résultats économiques des exploitations en 2016 – Une année difficile pour les grandes cultures », *Agreste Primeur* n° 348, décembre 2017.
- « GraphAgri France », Agreste, édition 2017.
- « Le bilan annuel de l'emploi agricole – Résultats 2015 et estimations 2016 », *Agreste Chiffres et Données* n° 238, juillet 2017.
- « La gestion des déchets professionnels dans les exploitations agricoles en 2013. Davantage de recours aux filières spécifiques », *Agreste Primeur* n° 344, mai 2017.
- « Les exploitations agricoles comme combinaisons d'ateliers », *Agreste Les Dossiers* n° 32, juillet 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Caractéristiques des chefs d'exploitation et coexploitants

en % du nombre d'actifs

	Chefs d'exploitation et coexploitants		
	2000	2010	2013
Nombre de personnes	764 000	605 000	578 000
Répartition par classe d'âge			
Moins de 40 ans	26,1	19,3	18,5
40 à 59 ans	53,5	60,7	59,9
60 ans et plus	20,5	20,0	21,6
Taux de féminisation	24,4	26,7	26,6
Temps de travail			
Moins de 1/4 de temps	23,0	20,6	19,3
Temps complet	54,7	61,4	57,4

Note : les données 2013 sont issues d'une enquête par sondage.

Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, Agreste, recensements agricoles, enquête structure 2013.

Exploitations agricoles selon la superficie agricole utilisée en 2013

	Exploitations		SAU	
	en milliers	en %	en milliers d'hectares	en %
SAU de moins de 20 ha	202,3	42,8	1 164	4,2
SAU de 20 à moins 50 ha	79,0	16,7	2 655	9,6
SAU de 50 à moins 100 ha	93,3	19,8	6 751	24,3
SAU de 100 à moins 200 ha	74,0	15,7	10 191	36,7
SAU de 200 ha ou plus	23,6	5,0	6 978	25,2
Total	472,2	100,0	27 739	100,0

Note : les données 2013 sont issues d'une enquête par sondage. Elles portent sur l'ensemble des exploitations y c. celles gérant des pacages collectifs.

Source : SSP, Agreste, enquête structure 2013.

Exploitations et superficie agricole utilisée dans quelques pays de l'UE en 2013

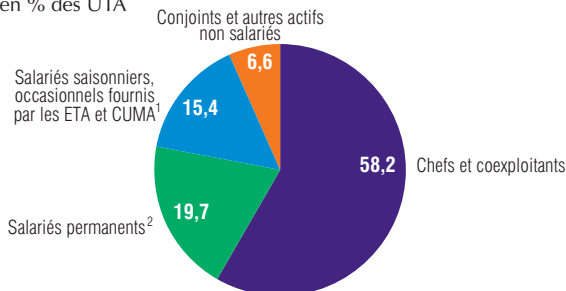
	Exploitations	SAU	Exploitations	SAU
	en milliers	en milliers d'hectares	en %	en %
Roumanie	3 630	13 056	33,5	7,5
Pologne	1 429	14 410	13,2	8,3
Italie	1 010	12 099	9,3	6,9
Espagne	965	23 300	8,9	13,3
Grèce	710	4 857	6,5	2,8
Hongrie	491	4 657	4,5	2,7
France	472	27 739	4,4	15,9
Allemagne	285	16 700	2,6	9,6
Portugal	264	3 642	2,4	2,1
Bulgarie	254	4 651	2,3	2,7
Royaume-Uni (r)	183	17 327	1,7	9,9
UE (r)	10 838	174 614	100,0	100,0

Champ : ensemble des exploitations y c. collectives.

Sources : Eurostat ; SSP.

Travail sur les exploitations agricoles en 2016

en % des UTA



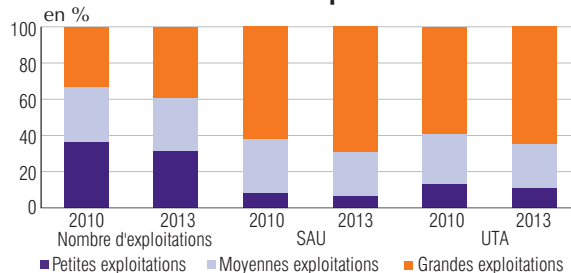
1. Entreprise de travaux agricoles et coop. d'utilisation de matériel agricole.

2. Y c. les conjoints salariés et autres membres de la famille salariés.

Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, Agreste, bilan annuel de l'emploi agricole.

Nombre d'exploitations, SAU et volume de travail selon la dimension économique

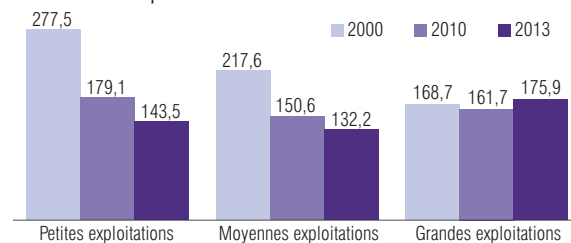


Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, Agreste, recensement agricole, enquête structure 2013.

Exploitations agricoles selon la dimension économique

en milliers d'exploitations



Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, Agreste, recensements agricoles, enquête structure 2013.

Moyennes et grandes exploitations agricoles selon l'orientation technico-économique

en milliers

	2000	2010	2013
Céréales et oléoprotéagineux	49,5	51,4	60,8
Viticulture	55,4	46,9	47,0
Bovins lait	70,8	48,2	43,6
Polyculture et polyélevage, autres	55,8	39,2	40,2
Bovins viande	36,6	33,5	28,8
Ovins, caprins et autres herbivores	22,9	20,3	18,8
Autres grandes cultures	26,1	19,5	18,2
Bovins mixte	16,1	9,4	11,5
Elevages avicoles	14,8	12,6	9,8
Fruits et autres cultures permanentes	12,9	8,0	8,4
Fleurs et horticulture diverse	9,5	6,7	6,0
Porcins	7,7	6,0	5,4
Légumes et champignons	6,2	4,4	5,1
Autres granivores mixte	9,4	6,1	4,5

Note : les données 2013 sont issues d'une enquête par sondage.

Le classement en OTEX dépend des coefficients PBS. Ceux-ci ont été mis à jour entre les recensements 2000 et 2010 (moyenne 2005 à 2009) et l'enquête structure 2013 (moyenne 2008 à 2012).

Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, Agreste, recensements agricoles, enquête structure 2013.

Mode de faire-valoir des exploitations

en milliers d'hectares

	2010 (r)	2013
Faire-valoir direct	6 481	5 785
Fermage	21 231	21 838
Terres prises en location auprès de tiers	16 831	16 689
Terres prises en location auprès des associés	4 076	4 931
Autres locations ¹	324	218
Total de la SAU	27 712	27 623

1. Métayage, locations provisoires, etc.

Note : les données 2013 sont issues d'une enquête par sondage.

Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, Agreste, recensement agricole, enquête structure 2013.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

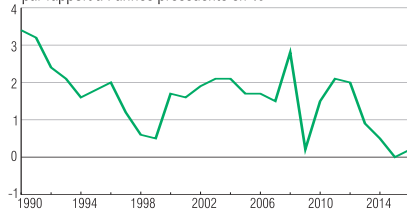
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales